

ASSEMBLÉE NATIONALE

11 mai 2021

GESTION DE LA SORTIE DE CRISE SANITAIRE - (N° 4141)

(Seconde délibération)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N° 11

présenté par

M. Latombe, M. Balanant, Mme Brocard, M. Bru, Mme Florennes, Mme Jacquier-Laforge, Mme Vichnievsky, Mme Bannier, M. Barrot, M. Baudu, Mme Benin, M. Berta, M. Blanchet, M. Bolo, M. Bourlanges, M. Corceiro, Mme Crouzet, M. Cubertafon, Mme Yolaine de Courson, Mme de Vaucouleurs, Mme Deprez-Audebert, M. Duvergé, Mme Essayan, M. Fanget, Mme Fontenel-Personne, M. Fuchs, M. Garcia, Mme Gatel, M. Geismar, Mme Goulet, M. Hammouche, M. Isaac-Sibille, M. Jerretie, M. Joncour, Mme Josso, M. Lagleize, M. Lainé, M. Laqhila, Mme Lasserre, M. Loiseau, Mme Luquet, M. Mathiasin, M. Mattei, Mme Mette, M. Michel-Kleisbauer, M. Mignola, M. Millienne, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Pupponi, M. Ramos, Mme Thillaye, Mme Tuffnell, M. Turquois, M. Philippe Vigier et M. Wasserman

ARTICLE 1**SOUS AMENDEMENT À L'AMENDEMENT N° 1**

I. - À l'alinéa 8, substituer aux mots :

« un document attestant de leur »,

Les mots :

« un certificat de ».

II. - À l'alinéa 11, substituer aux mots :

« un document attestant de leur »,

Les mots :

« un certificat de ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Ce sous-amendement vise à mettre en cohérence cet article 1 modifié afin de tenir compte de la nouvelle rédaction adoptée en séance visant à parler de "certificat de rétablissement" et non de "document attestant" d'un "rétablissement", conformément à la réglementation européenne.